

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	52	23

N° de la séance : 40

Objet de la délibération : Direction
Envinet - UNIVALOM - Adhésion de la
CASA à la compétence optionnelle
Déchèteries du Syndicat

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2018.073

Date de la convocation :

Le 03/04/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage **16 AVR. 2018**
en date du

de la réception s/Préfecture
en date du **17 AVR. 2018**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 09 avril 2018

L'an deux mil dix-huit et le 09 avril à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de avril, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Serge MAUREL, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Angèle MURATORI, Colette ZALMA, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Abderrazak SALOUH, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Déborah MINEI, Khéra BADAoui

PROCURATIONS :

Jean-Bernard MION à Déborah MINEI, Joseph VALETTE à René TRASTOUR, André-Luc SEITHER à Anne-Marie DUMONT, Patrick DULBECCO à Audouin RAMBAUD, Jacques GENTE à Anne-Marie BOUSQUET, Cléa PUGNAIRE à Bernard MONIER, Albert CALAMUSO à Laurent COLLIN, Afrim KACA à Jean LEONETTI, Eric DUPLAY à Marguerite BLAZY, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE à Yves DAHAN

ABSENTS :

Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Patrick CHAGNEAU, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur MELE,

Vu la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, pris en ses articles L.2224-13 relatif à la compétence collecte et traitement des déchets des ménages et L.5216-5 et suivants relatifs aux communautés d'agglomération ;

Vu les statuts de la C.A.S.A en date du 15 novembre 2001 définissant notamment les compétences de plein droit exercées en lieu et place des Communes membres, et modifiés par délibérations successives du Conseil Communautaire ;

Vu la délibération n°CC.106.04 du Conseil Communautaire en date du 26 juillet 2004 relative au transfert de la compétence traitement et évacuation des déchets ménagers et assimilés au Syndicat Mixte du SIDOM, qui exerce ses compétences en matière de traitement et d'évacuation des déchets ménagers et assimilés ;

Vu les statuts modifiés du Syndicat Mixte pour la Valorisation des déchets ménagers assimilés UNIVALOM en date du 23 juillet 2014, portant sur l'adhésion des Communautés d'Agglomérations des Pays de Lérins et du Pays de Grasse à UNIVALOM aux compétences obligatoires en matière de traitement des déchets ménagers et assimilés et optionnelle en matière de déchèteries du Syndicat.

La C.A.S.A est actuellement compétente en matière de collecte des déchets et, est à ce titre gestionnaire des déchèteries actuellement installées sur le territoire.

Par délibération n°CC.2018.003 du conseil communautaire du 19 février 2018, la création d'un Pôle Métropolitain constitué de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, et la Communauté de Communes des Alpes d'Azur, a été approuvée afin de développer des projets communs dans les thématiques suivantes :

- Développement économique
- Attractivité
- Mobilité
- Protection et sensibilisation environnementale
- Valorisation des déchets

Dans le cadre de la thématique de valorisation des déchets, il est opportun de créer un réseau uniformisé de déchèteries sur le territoire du futur Pôle Métropolitain afin d'harmoniser la tarification appliquée aux usagers, de faciliter les conditions d'accès des usagers et de favoriser la collecte sélective des déchets.

Par ailleurs, afin de mettre en œuvre les actions de prévention et de réduction des déchets sur le territoire communautaire, la C.A.S.A en partenariat avec UNIVALOM a signé un Contrat d'Objectif Déchets Economie Circulaire (CODEC) avec l'ADEME pour atteindre les objectifs fixés par le cadre réglementaire. Certains axes de ce contrat visent à développer les types de déchets valorisables acceptés en déchèteries et traités par UNIVALOM.

Aussi, afin d'uniformiser la politique de traitement des déchets gérée par UNIVALOM dans le cadre de ses compétences, il est apparu opportun que la C.A.S.A adhère à la compétence optionnelle relative aux déchèteries. En conséquence, le réseau de déchèteries qui sera géré par UNIVALOM couvrira les territoires de la C.A.C.P.L, de la C.A.P.G et de la C.A.S.A.

Ainsi, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'adhérer à la compétence optionnelle d'UNIVALOM relative aux déchèteries au 1^{er} janvier 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de la C.A.S.A ou son représentant à signer l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'adhérer à la compétence optionnelle d'UNIVALOM relative aux déchèteries au 1^{er} janvier 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de la C.A.S.A ou son représentant à signer l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 09 avril 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Préfecture des Alpes-Maritimes
Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des Affaires Juridiques et de la Légalité
Section Intercommunalité

Affaire suivie par : Françoise Suzzoni
☐ 04.93.72.29.39
☐ francoise.suzzoni@alpes-maritimes.gouv.fr

Nice, le **24 JUIL. 2014**

Le Préfet des Alpes-Maritimes

à

Madame la présidente du syndicat
mixte UNIVALOM
Unité de valorisation énergétique
Route de Grasse 06 600 Antibes

Objet : modification des statuts du syndicat mixte pour la valorisation des déchets ménagers et assimilés « UNIVALOM »

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli mon arrêté du 23 juillet 2014, portant modification des statuts du syndicat mixte pour la valorisation des déchets ménagers et assimilés « UNIVALOM ».

Cet arrêté a été publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Je vous saurais gré de bien vouloir procéder à l'affichage de cet acte au siège de votre établissement et d'en communiquer la teneur à chacun de vos membres.

Je vous en souhaite bonne réception.

Pour le Préfet,
l'Adjoint au Chef du Bureau
des Affaires Juridiques et de la Légalité

06 93 72 29 39



Benjamin GODET





PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Préfecture des Alpes-Maritimes

Direction des Relations
avec les Collectivités Locales
Bureau des Affaires Juridiques
et de la Légalité

Section Intercommunalité
Affaire suivie par : B. Godet

☎ 04.93.72.29.32

✉ benjamin.godet@alpes-maritimes.gouv.fr

Nice, le **23 JUL. 2014**

**ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT MIXTE
POUR LA VALORISATION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS
« UNIVALOM »**

Le Préfet des Alpes-Maritimes
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-18 et L. 5721-1 et suivants ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU les délibérations n° 2014-10, 2014-11 et 2014-12 du conseil syndical du syndicat mixte pour la valorisation des déchets ménagers d'UNIVALOM en date du 12 mars 2014, reçues le 24 mars 2014 ;

VU les avis réputés favorables de la communauté d'agglomération Sophia-Antipolis et de la commission syndicale de l'usine d'incinération des ordures ménagères d'Antibes ;

SUR PROPOSITION du Sous-préfet de Grasse ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La communauté d'agglomération des Pays de Lérins est autorisée à adhérer au syndicat mixte pour la valorisation des déchets ménagers UNIVALOM, pour le territoire des communes du Cannet, Mandelieu-La Napoule, Mougins et Théoule-sur-Mer.

Cette adhésion porte sur les compétences obligatoires et optionnelle du syndicat.

Article 2 : La communauté d'agglomération du Pays de Grasse est autorisée à adhérer au syndicat mixte pour la valorisation des déchets ménagers UNIVALOM, pour le territoire de la seule commune de Mouans-Sartoux.

Cette adhésion porte sur les compétences obligatoires et optionnelle du syndicat.

Article 3 : Les statuts du syndicat mixte pour la valorisation des déchets ménagers UNIVALOM sont modifiés tels que figurant en annexe au présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté prend effet le 1^{er} août 2014.

Article 5 : Le Secrétaire général de la Préfecture des Alpes-Maritimes, le Sous-préfet de Grasse, les Présidents du syndicat mixte pour la valorisation des déchets ménagers UNIVALOM, de la communauté d'agglomération des Pays de Lérins et de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Alpes-Maritimes.

**Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
DRCL-C 3128**



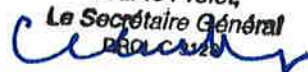
Gérard GAVORY

**SYNDICAT MIXTE POUR LA VALORISATION
DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS
« UNIVALOM »**

STATUTS

**VUS POUR ÊTRE ANNEXÉS
À MON ARRÊTÉ EN DATE DU**

23 JUIN 2014

*Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général*


Gérard GAVORY

PROJET DE MODIFICATION STATUTS SYNDICAT MIXTE

V1_20140109

La nouvelle intercommunalité issue des modifications du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale implique une adaptation des statuts d'UNIVALOM afin d'intégrer les 2 EPCI nouvellement créés au 1^{er} janvier 2014. Ces 2 EPCI viennent aux droits des différentes Communes fondatrices encore membres au 31 décembre 2001 qui ont garanti le contrat de Partenariat Public Privé du 30 août 2006 ainsi que les financements ayant contribué à la rénovation de l'Unité de Valorisation Énergétique (UVE) effectué depuis, et en application de l'article L.5211-61 du Code Général des Collectivités Territoriales.

I. Dispositions générales :

Article 1^{er} - Constitution du Syndicat :

Conformément aux dispositions des articles L.5711-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est formé un Syndicat mixte ouvert de traitement des déchets ménagers et assimilés (DMA) entre :

- La Communauté d'Agglomération de Sophia-Antipolis,
- La Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins exclusivement pour le compte des Villes du Cannet, de Mandelieu-La Napoule, de Mougins et de Théoule-sur-Mer au titre d'une partie de son territoire limitée au périmètre géographique de ces 4 Communes en application des dispositions de l'article L.5211-61 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse exclusivement pour le compte de la Ville de Mouans-Sartoux, au titre d'une partie de son territoire limitée au périmètre géographique de cette Commune en application des dispositions de l'article L.5211-61 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- La Commission syndicale de l'Unité de Valorisation Énergétique des Ordures Ménagères d'Antibes.

Article 2 - Dénomination :

Le Syndicat dont le nom était « Syndicat Mixte pour le traitement des ordures ménagères » confirme sa dénomination de :

**« Syndicat mixte pour la valorisation des déchets ménagers et assimilés »
dont l'appellation est UNIVALOM.**

Article 3 - Objet :

Le Syndicat a pour objet, au sens des dispositions de l'article L.2224-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, la partie de la compétence élimination et valorisation des déchets ménagers et assimilés comprenant le traitement, la mise en décharge des déchets ultimes ainsi que les opérations de transport, de tri ou de stockage qui s'y rapportent. Cette compétence porte sur les déchets ménagers et assimilés, dont les déchets issus des déchèteries.

Il exerce ces compétences pour les études, la réalisation et la gestion en matière de :

- pour l'ensemble de ses membres :

- Centres de tri ;
- Quais de transfert ;
- Transport depuis les quais de transfert jusqu'aux installations de traitement ;
- Équipements de traitement et valorisation des déchets ménagers et assimilés ;

- de façon optionnelle, et sur demande d'un ou plusieurs membres et sur décision du Comité syndical prise à la majorité absolue :

- Déchèteries.

La prise en charge de ces équipements sera affectée aux seules collectivités utilisatrices.

Il mène en outre en liaison avec ses membres des actions de coordination et d'études afin d'assurer la cohérence du service public du traitement des déchets ménagers et assimilés.

La collecte des déchets ménagers et assimilés demeure de la compétence de ses membres.

A titre accessoire, le Syndicat pourra effectuer des prestations relevant de sa compétence pour le compte des collectivités non membres du Syndicat ou d'entreprises privées.

Le Syndicat exerce ses compétences en régie, y compris en tant que de besoin dans le cadre d'un budget annexe de régie autonome lorsque celui-ci s'imposerait pour la gestion d'une ou plusieurs de ses compétences par application de l'article L.1412-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ou peut les confier en tout ou partie à un tiers par la conclusion de contrats.

Le Syndicat peut, dans le respect de la réglementation en vigueur, adhérer à toute structure de coopération intercommunale ayant un objet en rapport avec ses compétences.

Enfin, Le Syndicat administre le patrimoine indivis d'UNIVALOM ex SIDOM réparti entre les Communes fondatrices encore membres au 31 décembre 2001.

Article 4 - Admission des nouveaux membres :

Pour l'admission des nouveaux membres, il sera fait application du Code Général des Collectivités Territoriales tel que prévu à l'article L.5211-18.

La délibération du Comité syndical est notifiée à chacun des membres du Syndicat.

Article 5 - Retrait :

Pour le retrait des membres, il sera fait application du Code Général des Collectivités Territoriales tel que prévu à l'article L.5211-19.

Article 6 - Siège :

Le siège du Syndicat est fixé à l'adresse suivante :

Unité de Valorisation Énergétique – Route de Grasse – 06 600 ANTIBES

Article 7 - Durée :

Article 8 - Composition du Comité syndical :

La composition du Comité syndical tient compte de trois éléments distincts :

- ↳ 1/ Mise à disposition de l'usine de traitement des Ordures Ménagères Résiduelles, Unité de Valorisation Énergétique, sise Font de Cine 06600 – ANTIBES, avec le traitement desdites Ordures Ménagères Résiduelles selon les droits de chaque membre de la Commission syndicale de l'Unité de Valorisation Énergétique des Ordures Ménagères d'Antibes eux-mêmes en lien avec les populations historiques et prise en compte des investissements de toute nature déjà opérés par les communes membres de l'ancien SIDOM ;
- ↳ 2/ Tonnages prévisionnels des Déchets Ménagers et Assimilés hors Ordures Ménagères Résiduelles appelés à être traités en provenance des collectivités membres d'UNIVALOM ;
- ↳ 3/ Populations.

La répartition des sièges au Comité syndical sera effectuée dans les conditions prévues par les articles L.5212-6 et L.5212-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, en tenant compte des règles suivantes :

Article 8.1. Répartition des sièges au Comité syndical d'UNIVALOM :

COLLECTIVITES REPRESENTEES	TONNAGES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES HORS ORDURES MENAGERES RESIDUELLES	POPULATIONS	DROITS A INCINERER SUR ORDURES MENAGERES RESIDUELLES - COMMISSION SYNDICALE	REPRESENTANTS
CASA	6	4		10
CAPL (LE CANNET, MANDELIEU-LA NAPOULE, MOUGINS, THEOULE- SUR-MER)	2	2		4
CAPG (MOUANS-SARTOUX)	1	1		2
COMMISSION SYNDICALE			22	22
TOTAUX	9	7	22	38

Article 8.2. Modalités de Calcul :

Le Comité syndical a comme membres :

1/ Vingt-deux représentants titulaires désignés par la Commission syndicale de l'Unité de Valorisation Énergétique des Ordures Ménagères Résiduelles d'Antibes au titre des droits statutaires à incinérer les Ordures Ménagères Résiduelles eux-mêmes en lien avec les populations historiques, et autant de suppléants ;

2/ Un représentant titulaire et un suppléant par tranche de 15.000 tonnes de Déchets Ménagers et Assimilés hors Ordures Ménagères Résiduelles appelés à être traités en

moins une voix par Commune ou EPCI utilisateur du Syndicat mixte et signataire engagé au titre du Contrat de Partenariat Public Privé du 30 août 2006 ;

3/ Un représentant titulaire et un suppléant par tranche de 60.000 habitants au titre de chaque collectivité membre d'UNIVALOM, Commune ou EPCI, avec un arrondissement par excès des chiffres obtenus, selon tableau figurant en Annexe 2 aux présents Statuts, permettant au moins une voix par Commune ou EPCI utilisateur du Syndicat mixte et signataire engagé au titre du Contrat de Partenariat Public Privé du 30 août 2006.

En toutes hypothèses, quels que soient les droits issus des modalités de calcul ci-dessus, chaque collectivité (commune ou EPCI) adhérente d'UNIVALOM ne peut avoir droit à moins de deux représentants titulaires et de deux représentants suppléants.

En application des dispositions statutaires arrêtées en Conseil syndical du 12 Mars 2014, la composition du Comité syndical d'UNIVALOM ressort à :

- Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis : dix délégués titulaires – dix délégués suppléants.
- Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins au titre de son territoire limité aux Communes du Cannet, de Mandelieu-La Napoule, de Mougins et de Théoule-sur-Mer en application des dispositions de l'article L.5211-61 du Code Général des Collectivités Territoriales : quatre délégués titulaires – quatre délégués suppléants.
- Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse au titre de son territoire limité à la Commune de Mouans-Sartoux en application des dispositions de l'article L.5211-61 du Code Général des Collectivités Territoriales : deux délégués titulaires – deux délégués suppléants.
- Commission syndicale : vingt-deux délégués titulaires – vingt-deux délégués suppléants.

Article 9 - Mandat des délégués :

Il est fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

II. Administration et Fonctionnement du Syndicat :

Article 10 - Fonctionnement du Comité syndical :

Il est fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 11 - Modalités de délibération du Comité syndical :

Il est fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 12 - Composition du bureau :

Il est fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 13 - Fonctionnement du bureau :

Il est fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 14 - Pouvoirs du Président :

Il est fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 15 - Règlement intérieur :

Le Syndicat, dans les six mois suivant l'installation du Comité syndical, adopte un règlement intérieur soumis à l'approbation du Comité syndical statuant à la majorité de ses membres.

Sont obligatoirement fixées dans le règlement intérieur :

- les conditions d'organisation du débat d'orientation budgétaire ;
- les règles de présentation et d'examen ainsi que la fréquence des questions orales ;
- les conditions de consultation des projets de contrats ou de marchés.

III. Dispositions financières et comptables :

Article 16 - Budget du Syndicat :

Le Syndicat pourvoit sur son budget à toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement de sa mission et à celles pouvant découler de ses responsabilités ou qui en résulteraient.

Article 17 - Comptable public :

Les fonctions de Receveur du Syndicat Mixte seront assurées par Monsieur le Responsable des Finances Publiques Municipales - Trésorerie Municipale d'Antibes.

Article 18 - Recettes du Syndicat :

Les recettes comprennent :

- 1/ la contribution des membres ;
- 2/ les sommes qu'il reçoit de personnes publiques ou privées en échange des services assurés ;
- 3/ le revenu des biens, meubles ou immeubles, du Syndicat ;
- 4/ les subventions, y compris d'équipement, et dotations ;
- 5/ les produits des dons et legs ;
- 6/ les participations des administrations, établissements publics, associations et particuliers à titre de fonds de concours ;
- 7/ le produit des emprunts ;
- 8/ les redevances ;
- 9/ toutes autres ressources liées à son activité.

Article 19 - Contribution financière des membres :

Les participations financières de chacune des collectivités publiques membres du Syndicat, et à ce titre usagères du SPIC géré, seront déterminées, après prise en compte des éventuelles subventions d'équipement reçues dans le cadre de conventions, de la manière suivante :

- 1- Dans la double limite des tonnages d'Ordures Ménagères Résiduelles à traiter pour

EPCI) fixé à un pourcentage d'utilisation des capacités optimales de l'Unité de Valorisation Énergétique d'Antibes correspondant à :

- C.A.S.A. : 68,36 %
- C.A.P.L. (Villes du Cannet, Mandelieu-La Napoule, Mougins, Théoule-sur-Mer) : 26,98 %
- C.A.P.G. (Ville de Mouans-Sartoux) : 4,66 %

par l'application du prix d'équilibre à la tonne complet « net » de tous produits extérieurs fixé par délibération annuelle du Comité syndical sur l'ensemble des tonnages traités pour le compte de celles-ci, sans prise en compte des coûts éventuels de sous-traitance ci-dessous, dans les limites des droits ci-dessus et des capacités réelles annuelles de l'Unité de Valorisation Énergétique d'Antibes. Et ceci quel que soit le lieu effectif de traitement de ces Ordures Ménagères Résiduelles.

2- Pour le traitement des autres Ordures Ménagères Résiduelles au-delà des droits à incinérer, au titre d'une sous-traitance par le syndicat, faute d'une capacité suffisante de traitement propre dans son Unité de Valorisation Énergétique, ainsi que pour tout autre Déchet Ménager et Assimilé ou toute autre prestation de quelque nature que ce soit, aux prix « nets » de tous produits extérieurs fixés par délibération annuelle du Comité syndical intégrant les coûts directs majorés de frais proportionnels de gestion à hauteur forfaitaire statutaire de cinq pour cent (5 %), le tout augmenté de dix pour cent (10 %) de participation forfaitaire et statutaire aux frais généraux de fonctionnement du syndicat.

Article 20 - Modification des statuts :

Il est fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 21 - Dissolution :

Il est fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

ANNEXE 1

Répartition des sièges du Comité syndical au titre des tonnages de Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) hors Ordures Ménagères Résiduelles traités des membres d'UNIVALOM :

COLLECTIVITES	TONNAGES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES HORS ORDURES MENAGERES RESIDUELLES (2011)	REPRESENTANTS
CASA	80 571	6
CAPL (LE CANNET, MANDELIEU-LA NAPOULE, MOUGINS, THEOULE- SUR-MER)	29 395	2
CAPG (MOUANS SARTOUX)	5 155	1
TOTAUX	115 121	9

Avec une voix par tranche de 15 000 tonnes annuelles,
Chiffres arrondis par excès, permettant au moins une voix par Commune ou
EPCI utilisateur du Syndicat mixte et signataire engagé au titre du Contrat de Partenariat Public Privé
du 30 août 2006

ANNEXE 2

Répartition des sièges du Comité syndical au titre de la population des membres d'UNIVALOM :

COLLECTIVITES	POPULATIONS 2011	%	REPRESENTANTS
CASA	181 512	65,66 %	4
CAPL (LE CANNET, MANDELIEU-LA NAPOULE, MOUGINS, THEOULE-SUR-MER)	84 403	30,53 %	2
CAPG (MOUANS SARTOUX)	10 538	3,81 %	1
TOTAUX	276 453	100,00 %	7

Avec une voix par tranche de 60.000 habitants,
Chiffres arrondis par excès, permettant au moins une voix par Commune ou
EPCI utilisateur du Syndicat mixte et signataire engagé au titre du Contrat de Partenariat Public Privé du 30
août 2006

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 09/04/2018
Numéro : CC_2018_073
Nature : DE - Deliberations
Objet : UNIVALOM - Adhésion de la CASA à la compétence optionnelle Déchèteries du Syndicat
Matière : 8.8 - Environnement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : sRkfkY9

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 17/04/2018
Identifiant : 006-240600585-20180409-CC_2018_073-DE

Acte reçu

Date : 09/04/2018
Numéro interne : CC_2018_073
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : UNIVALOM - Adhésion de la CASA    la compétence optionnelle Déchèteries du Syndicat
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180409-CC_2018_073-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_DE-006-240600585-20180409-CC_2018_073-DE-1-1_2.PDF

N